

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 NOVEMBRE 2025

Le lundi 24 novembre 2025 à 20 heures, le Conseil Municipal de la Commune d'ANGLEFORT, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Bernard THIBOUD, Maire.

Présents : G. DÉLÉAZ, N. BELTRAME, JF. THIERRY, C. BONNASSIES, F AURELLE, G MISTER, S. SCHEMANN, Y GANDELIN

Absent(s) non excusé(s) : A. DIERICKX, S GUILLAND

Absent(s) excusé(s) : /

Procurations : /

Formant la majorité des membres en exercice.

✓ Délibération n° 2025-156

OBJET : NOMINATION d'un SECRETAIRE DE SEANCE

Le président ouvre la séance et propose Mme F AURELLE comme secrétaire, en vertu de l'article L. 2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales. Sa proposition est adoptée à l'unanimité.

1*/ APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 SEPTEMBRE 2025

Le procès-verbal de la séance du 23 septembre 2025 n'appelant aucune observation, est adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

2*/ ORDRE DU JOUR

✓ Délibération n° 2025-157

OBJET : AMENAGEMENT DE LA TRAVERSEE DU BOURG – 3^{ème} TRANCHE – CONSULTATION DES ENTREPRISES

VU le code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° 2025-001 du 23 janvier 2025 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre au cabinet Cabinet GSM de Belley et actant la poursuite des travaux d'aménagement du Bourg dans sa 3^{ème} tranche

VU l'avis favorable du Département de l'Ain – Préparation de la convention en cours

VU l'avis favorable de la Communauté de Communes Usse et Rhône – compétence assainissement - Préparation de la convention en cours

CONSIDERANT que la collectivité a accepté de procéder à la poursuite des travaux d'aménagement de la traversée du Bourg

CONSIDERANT que cette opération nécessite la passation d'un marché public :

CONSIDERANT le coût estimatif des travaux du projet arrêté à la somme de 471 224.80 € hors taxes

CONSIDERANT qu'il convient, pour répondre aux besoins du service public, de lancer une consultation selon une procédure adaptée conformément aux règles de la commande publique

CONSIDERANT que le dossier de consultation des entreprises (DCE) doit être approuvé avant son lancement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'autoriser le Maire à engager la procédure et à signer les pièces correspondantes

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE le dossier de consultation des entreprises établi par le Cabinet GSM

ACCEPTE le lancement d'une consultation d'entreprises pour le marché public relatif à l'aménagement de la traversée du Bourg dans sa 3^{ème} tranche.

RETIENT la procédure de marché à procédure adaptée conformément aux dispositions du Code de la commande publique

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

Au titre des débats :

S Schemann demande si la route sera coupée durant la durée des travaux : il est répondu que la route sera déviée. Le Maire précise que cela ne devrait durer que deux semaines car il n'y a qu'une tranche de travaux contrairement aux travaux de cette année ou il y avait deux tranches de travaux simultanément. Il indique également qu'un rapport géotechnique a été réalisé. Il a été déterminé deux grands secteurs : la partie amont (corps de rue), relativement sain et la partie en aval aux qualités de portances plus médiocres. La reprise de la chaussée impliquant des abaissements, il sera nécessaire de répliquer les mesures de purge effectuées plus bas sur le carrefour de Vachelien.

✓ Délibération n° 2025-158

OBJET : AMENAGEMENT DE LA TRAVERSEE DU BOURG – 3^{ème} TRANCHE – CONTROLE ET MISSION DE COORDINATION DE SECURITE PROTECTION SANTE (SPS) – CHOIX DU BUREAU DE CONTROLE

VU le Code du travail, notamment les articles L.4532-1 à L.4532-12 et R.4532-1 à R.4532-74 relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;

VU le Code de la commande publique ;

VU les travaux d'aménagement de la traversée du Bourg - 3^{ème} tranche ;

VU l'estimation prévisionnelle de l'opération s'élevant à 471 224.80 € ;

VU la nécessité de désigner un coordonnateur SPS pour assurer les missions prévues par la réglementation

CONSIDERANT que l'opération comporte l'intervention simultanée ou successive de plusieurs entreprises et nécessite, à ce titre, la mise en place d'une coordination SPS .

CONSIDERANT que la mission de coordination SPS est obligatoire dès la phase conception

CONSIDERANT qu'il convient, pour la sécurité des travailleurs et la conformité réglementaire, de désigner un coordonnateur compétent ;

CONSIDERANT que le montant estimé de la mission est évalué à 471 224.80 € ;

CONSIDERANT que la Commune a reçu la proposition de la Société APAVE pour un montant de 2 640.00 € HT, soit 3 168.00 € TTC

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

DESIGNE la Société APAVE, certifiée niveau, pour assurer la mission de coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (SPS) pour l'aménagement de la traversée du Bourg – 3^{ème} tranche en phases : remise du dossier de lancement, remise du PGC, démarrage des travaux, phase travaux, remise DIUO

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-159

OBJET : AMENAGEMENT DU BOURG – MARCHÉ DUMAS - RECTIFICATION DE L'ACTE DE SOUS-TRAITANCE AC PAYSAGES

VU le Code de la commande publique ;

VU le Code Général des Collectivités

VU la délibération n° 2024-085 du 28 mai 2024 autorisant la passation du marché public relatif aux travaux d'aménagement de la traversée du Bourg - Marché attribué à l'entreprise DUMAS

VU l'acte de sous-traitance établi le 12/08/2025 désignant la société AG PAYSAGES comme sous-traitant pour un montant de 5 860.75 € montant hors tva ;

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle a été constatée dans l'acte de sous-traitance portant sur le montant du lot sous-traité.

CONSIDERANT qu'il convient, pour la régularité de la procédure et la bonne exécution du marché, de procéder à la rectification de cet acte

CONSIDERANT que la rectification n'affecte pas les conditions essentielles du marché et ne remet pas en cause l'équilibre économique du contrat ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré
À l'unanimité,

APPROUVE la rectification de l'acte de sous-traitance de la Société AG PAYSAGES – marché Dumas
INDIQUE que la nouvelle version de l'acte de sous-traitance prend en compte la correction suivante :
remplacement du montant de 5 860.75 € par 6 410.75 € montant hors TVA

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-160

OBJET : MISE EN PLACE DES ASTREINTES D'HIVER POUR LA PERIODE DE VIABILITE HIVERNALE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code du travail, notamment ses dispositions relatives aux astreintes ;

VU le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux indemnités d'astreintes et d'intervention dans la fonction publique territoriale ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la sécurité des usagers et la continuité du service public, notamment durant la période hivernale

CONSIDERANT que les épisodes de neige, verglas ou intempéries nécessitent une intervention rapide des agents afin de maintenir la viabilité des voies communales

CONSIDERANT qu'il est indispensable de mettre en place un dispositif d'astreinte durant la période dite de viabilité hivernale,

CONSIDERANT qu'il convient de définir les modalités d'organisation des astreintes et le régime indemnitaire applicable aux agents concernés ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré
À l'unanimité,

DECIDE d'instituer, pour la période de viabilité hivernale un régime d'astreintes d'hiver destiné à assurer le déneigement, la salaison, le traitement des chaussées et toute intervention nécessaire à la sécurisation des voies.

INDIQUE que les agents concernés par ces astreintes sont les agents du service technique
La liste nominative des agents sera arrêtée par décision du Maire ainsi que l'organisation des périodes et le fonctionnement

SOULIGNE que les astreintes et interventions réalisées dans ce cadre donneront lieu à indemnisation conformément au décret n° 2005-542 du 19 mai 2005

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-161

OBJET : ANTENNE DE TELEPHONIE AU GRAND COLOMBIER – AUTORISATION DE PASSAGE A DONNER A L'ENTREPRISE FREE MOBILE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 2025-139 du 23/09/2025 accordant une autorisation de passage à la Société Free Mobile pour l'antenne de téléphonie située au Grand Colombier sur la Commune d'Arvières en Valromey mais dont l'accès est possible par la parcelle D 612 pour permettre à la Société l'édification et l'exploitation des installations ;

VU la demande formulée par la Société Free Mobile en date du 07/11/2025 visant à modifier le code du site sur la convention.

CONSIDERANT que l'autorisation initiale de passage accordée le 23/09/2025 faisait état du numéro de site 74282-007-02

CONSIDERANT que la nouvelle convention modifie le numéro de site 01453-001-03

CONSIDERANT que cette modification n'affecte pas les autres clauses de la convention ;

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

DECIDE de modifier la délibération n° 2025-139 du 23/09/2025.

INDIQUE que la modification porte seulement sur le numéro de site figurant sur la convention. Il faut donc lire 01453-001-03. Les autres clauses de la convention restent inchangées

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-162

OBJET : SLIS D'ANGLEFORT – UTILISATION DE LA SALLE DE SPORT

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la demande formulée par le SLIS d'Anglefort en date du 7 novembre pour l'utilisation de la salle de sport, notamment le 1^{er} dimanche de chaque mois (le matin) ainsi que le samedi matin occasionnellement

CONSIDERANT que la collectivité souhaite favoriser le développement des activités sportives et culturelles sur son territoire

CONSIDERANT que la salle de sport communale doit être utilisée dans le respect des règles de sécurité, d'hygiène et de bon fonctionnement

CONSIDERANT que la demande formulée par le SLIS d'Anglefort est conforme aux règles de réservation et aux disponibilités de la salle

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de fixer les conditions d'utilisation, notamment les horaires, les jours, le matériel disponible et les obligations de l'utilisateur par rapport à l'Association de Football ;

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

AUTORISE le SLIS D'ANGLEFORT à utiliser la salle de sport communale située Rue de la Gare selon les modalités qui seront définies dans une convention de mise à disposition. L'utilisateur s'engage à respecter le règlement intérieur de la salle et à répondre de tout dommage causé au matériel ou aux installations. Concernant la réservation de la salle le samedi matin il est demandé aux sapeurs-pompiers d'informer la Commune au moins quinze jours avant son utilisation ou d'établir un planning annuel.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-163

OBJET : SLIS D'ANGLEFORT – MISE A DISPOSITION d'un ESPACE COMMUNAL POUR LES EXERCICES ET MANŒUVRES DES SAPEURS-POMPIERS

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment ses dispositions relatives aux services d'incendie et de secours ;

VU la demande formulée par le SLIS d'Anglefort en date du 7 novembre 2025 pour disposer d'un espace afin d'effectuer des manœuvres et exercices pratiques sur la parcelle référencée ZD 111 et de pouvoir stocker leur matériel d'entraînement (carcasses de voitures, palettes...) car le site est fermé par un portail

CONSIDERANT que la formation pratique et les exercices réguliers sont indispensables pour maintenir la compétence et l'efficacité opérationnelle des sapeurs-pompiers

CONSIDERANT que la collectivité dispose d'un espace adapté à l'organisation de manœuvres dans des conditions de sécurité pour les pompiers et le public, sur la parcelle ZD 111

CONSIDERANT que la mise à disposition temporaire de cet espace n'affectera pas l'usage normal par les autres services ou administrés

CONSIDERANT qu'il convient de définir les conditions de mise à disposition et les responsabilités des parties ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré
À l'unanimité,

AUTORISE le SLIS D'ANGLEFORT à utiliser l'espace communal situé sur la parcelle ZD 111 pour la réalisation d'exercices et manœuvres des sapeurs-pompiers

ACCEPTE que les pompiers puissent entreposer sur ce terrain leur matériel d'entraînement sous leur responsabilité

PRECISE que la mise à disposition est accordée au SLIS en accord avec la Mairie

DIT qu'une convention sera établie à ce titre

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

Au titre des débats :

C Bonnassies souligne qu'il ne faudrait pas que les épaves se voient depuis la base de loisirs. Il est répondu que des bosquets cachent le site

✓ Délibération n° 2025-164

OBJET : SLIS D'ANGLEFORT - ACHAT DE MATERIEL EN 2026 (sauf urgence)

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU les différentes interventions des sapeurs-pompiers, notamment deux gros incendies au courant de l'année

VU le constat de matériel défectueux devant être remplacé pour garantir la sécurité et le bon fonctionnement du service

VU le devis établi par divers fournisseurs

CONSIDERANT l'urgence de procéder au remplacement du matériel endommagé ou défectueux (lampes de casques, 4 tuyaux diamètre 45, échelle de toit, oxymètre, tensiomètre, 2 bips..)

CONSIDERANT l'intérêt de garantir la sécurité des usagers et du personnel

CONSIDERANT que ces achats, bien qu'ordonnés dans l'urgence, sont indispensables pour effectuer des interventions

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la continuité du service et le maintien des équipements en état de fonctionnement

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré
À l'unanimité,

ACCEPTE les devis des fournisseurs pour un montant compris entre 800 € et 900 € TTC relatif au remplacement du matériel défectueux

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

Au titre des débats :

Le Maire indique que les pompiers feront une demande, sur présentation de devis pour de l'achat de matériel en 2026.

Cette demande devra être faite avant la préparation du budget. Le montant estimé des achats s'élèverait à 5 600 € TTC

✓ Délibération n° 2025-165

OBJET : FONDS CHALEUR TERRITORIAL – CONVENTION D'ATTRIBUTION DES AIDES DU DEPARTEMENT

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU les délibérations du 31/03/2025 (2025/042) actant le choix du bureau d'études pour la mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude d'une chaufferie bois, la délibération du 22/05/2025 (2025/081) portant avenant pour le contrat de mission de maîtrise d'œuvre et la délibération du 22/05/2025 (2025/082) sollicitant une subvention
VU la convention approuvée lors de la délibération de la Commission Permanente du Département de l'Ain du 21 octobre 2025 suivant les règles d'attribution des aides de l'ADEME dans le cadre du Contrat Chaleur Renouvelable. Convention présentée aux membres du conseil municipal ;

CONSIDERANT que l'aide attribuée par le Conseil Départemental s'élève à 7 560 € sur un coût total de 10 800 € HT

CONSIDERANT qu'il convient de viser la convention transmise qui fixe les modalités d'accompagnement financier accordées à la commune dans le cadre du contrat chaleur renouvelable mis en place par le Département de l'Ain en partenariat avec l'ADEME et de définir les obligations des différentes parties prenantes

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

ACCEPTE la subvention attribuée par le Conseil Départemental pour un montant de 7 560 €

ACCEPTE de signer la convention transmise qui fixe les modalités d'accompagnement financier accordées à la commune

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

Au titre des débats : Le Maire indique avoir relancé le bureau d'études

Délibération n° 2025-166

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION DE LA MFR DE VULBENS

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'éducation, notamment ses dispositions relatives au soutien aux établissements éducatifs et associatifs

VU les statuts de la Maison Familiale Rurale (MFR) de Vulbens

VU la demande de subvention formulée par la MFR de Vulbens en date du 16 octobre 2025

CONSIDERANT que la Maison Familiale Rurale assure des missions d'éducation, de formation professionnelle et d'insertion sociale et professionnelle des jeunes

CONSIDERANT que la MFR contribue au développement local et au soutien des familles sur le territoire de la collectivité

CONSIDERANT qu'il est de l'intérêt de la collectivité d'accompagner financièrement la MFR pour la réalisation de ses projets et activités

CONSIDERANT que la subvention demandée s'inscrit dans le cadre des aides financières prévues au budget de la collectivité

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

DECIDE d'attribuer à la Maison Familiale de Rurale de Vulbens une subvention d'un montant de 160 € (2 élèves soit 80 € par élèves) pour l'année scolaire 2025-2026 destinée à soutenir les projets et la formation de l'établissement

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-167

OBJET : MUTUELLE DU PERSONNEL – PARTICIPATION DE LA COMMUNE

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L827-1 à L827-12,

VU le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

VU le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,
VU la délibération du Centre de Gestion de l'Ain en date du 8 septembre 2023 portant acte du choix de l'organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation et autorisant la Présidente du Centre de Gestion de l'Ain à signer tous les documents afférents à sa conclusion et à son exécution.

VU la convention de participation signée entre le Centre de Gestion de l'Ain et APICIL en date du 14 septembre 2023,

VU l'avis du Comité social territorial en date du 08/09/2023,

CONSIDERANT que le Centre de Gestion de l'Ain a lancé une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Santé », conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 et au décret n°2022-581 du 20 avril 2022.

CONSIDERANT à l'issue de cette procédure que le Conseil d'Administration du CDG de l'Ain a délibéré le 8 septembre 2023 afin d'autoriser sa Présidente à souscrire une convention de participation pour le risque « Santé » auprès de APICIL pour une durée de 6 ans. Cette convention prend effet le 1er janvier 2024 pour se terminer le 31 décembre 2029.

CONSIDERANT que les collectivités peuvent adhérer librement à cette convention à compter du 1er janvier 2024 et tout au long de la convention.

CONSIDERANT que l'autorité territoriale expose qu'il revient à chaque agent de décider d'adhérer par contrat individuel aux garanties auxquelles il souhaite souscrire.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré

A l'unanimité

DECIDE d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Santé » conclue entre le Centre de Gestion de l'Ain et APICIL, à effet du 1er janvier 2026

PROPOSE d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Santé »

AUTORISE l'autorité territoriale à signer la convention d'adhésion à la convention de participation et tout acte en découlant

INSCRIRE au budget les crédits nécessaires au versement de la participation financière de la collectivité à la couverture de la cotisation assurée par chaque agent

Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré

Par 8 voix pour fixer le tarif à 20 € par agent (B Thiboud, F Aurelle, N Beltrame, C Bonnassies, G Mister, JF Thierry, G Déléaz, Y Gandelin) et **1 voix** pour fixer le tarif à 30 € : S Schemann

FIXE le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 20 € par agent, par mois, à la couverture de la cotisation assurée par chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation et de la convention d'adhésion signées par l'autorité territoriale, étant précisé que la participation est désormais attachée à la convention de participation et ne peut plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés,

✓ Délibération n° 2025-168

OBJET : BUDGET – DECISION MODIFICATIVE - BUDGET AUBERGE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2025, adopté par délibération n° 2025-057 en date du 07/04/2025

VU la délibération n° 2025-145 du 23/09/2025 autorisant le budget communal à verser une subvention au budget annexe de l'auberge

VU les besoins de répartir cette subvention communale sur les différents articles du budget de l'auberge

CONSIDERANT que l'exécution en cours du budget fait apparaître la nécessité de modifier certains crédits afin d'assurer la continuité du service public

CONSIDERANT que la réglementation autorise, en cours d'exercice, l'adoption de décisions modificatives destinées à ajuster les prévisions budgétaires

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'approuver la décision modificative n° 1 telle que présentée :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 615221 : Entretien et réparations sur bâtiments publics		6 000.00 €
D 65742 : Subventions de fonctionnement aux entreprises		4 000.00 €
Total dépenses		10 000.00 €
R 7573621 Subvention de fonctionnement		10 000.00 €
Total recettes		10 000.00 €

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative n° 1 de l'exercice 2025 conformément au tableau récapitulatif ci-dessus

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-169

OBJET : BUDGET – DECISION MODIFICATIVE – BUDGET COMMUNE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2025, adopté par délibération n° 2025-056 en date du 07/04/2025

VU la nécessité d'amortir sur 30 ans les conteneurs enterrés pour un montant de 40 680 soit 1 356 € par an

CONSIDERANT que l'exécution en cours du budget fait apparaître la nécessité de modifier certains crédits afin d'assurer la continuité du service public

CONSIDERANT que la réglementation autorise, en cours d'exercice, l'adoption de décisions modificatives destinées à ajuster les prévisions budgétaires

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'approuver la décision modificative n° 3 telle que présentée :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 60632 : fournitures de petit équipement	1 356.00 €	
Total 011	1 356.00 €	
D 681 Dotation aux amortissements		1 356.00 € €
Total 042		1 356.00 € €
R 2804142 Amortissement subvention		1 356.00 € €
Total 040		1 356.00 € €
R 1323 Subvention non transférable	1 356.00 €	
Total 13		1 356.00 € €

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative n° 3 de l'exercice 2025 conformément au tableau récapitulatif ci-dessus

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-170

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEUR – EAU

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le budget de l'eau 2025

VU les pièces justificatives transmises par le comptable public

VU la demande d'admission en non-valeur établie par le comptable datée du 23/09/2025

CONSIDERANT que certaines créances inscrites aux comptes de la collectivité se sont révélées irrécouvrables malgré les démarches entreprises

CONSIDERANT que le comptable public atteste de l'impossibilité de recouvrer lesdites créances et sollicite leur admission en non-valeur

CONSIDERANT qu'il convient, afin d'assurer la sincérité des écritures comptables, de procéder à l'admission en non-valeur des sommes correspondantes, soit 8.33 € et 3.16 €

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

ACCEPTE les admissions en non-valeur suivantes 8.33 € et 3.16 €

MANDATE la dépense correspondante au compte 6541 pertes sur créances irrécouvrables

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ **Délibération n° 2025-171**

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEUR – COMMUNE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le budget de la commune 2025

VU les pièces justificatives transmises par le comptable public

VU la demande d'admission en non-valeur établie par le comptable datée du 23/09/2025

CONSIDERANT que certaines créances inscrites aux comptes de la collectivité se sont révélées irrécouvrables malgré les démarches entreprises

CONSIDERANT que le comptable public atteste de l'impossibilité de recouvrer lesdites créances et sollicite leur admission en non-valeur

CONSIDERANT qu'il convient, afin d'assurer la sincérité des écritures comptables, de procéder à l'admission en non-valeur des sommes correspondantes, soit 4.50 €

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

ACCEPTE l'admission en non-valeur suivante 4.50 €

MANDATE la dépense correspondante au compte 6541 pertes sur créances irrécouvrables

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ **Délibération n° 2025-172**

OBJET : FESTIVAL DE REGGAE – DEMANDE D'ENFOUISSEMENT DE CABLES ELECTRIQUES

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme et le règlement de voirie et d'occupation du domaine public

VU la demande formulée par l'association Nomade Reggae Festival en date du 13/11/2025, visant l'enfouissement de câbles électriques sur le terrain communal situé en Chambarin – parcelle ZD 087

CONSIDERANT que le Nomade Reggae Festival nécessite l'installation d'infrastructures électriques pour l'éclairage et la sonorisation

CONSIDERANT que l'enfouissement des câbles sur le terrain communal est indispensable pour la sécurité des participants et pour le bon déroulement de l'événement

CONSIDERANT que l'organisateur s'engage à prendre à sa charge l'ensemble des travaux et coûts liés à l'enfouissement des câbles et à la remise en état du terrain

CONSIDERANT que la collectivité doit s'assurer de la conformité des installations aux règles de sécurité et de protection du domaine public

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

Par 8 voix (B Thiboud, S Schemann, N Beltrame, C Bonnassies, G Mister, JF Thierry, G Déléaz, Y Gandelin) et 1 voix abstention : F Aurelle

AUTORISE l'association Nomade Reggae Festival à procéder à l'enfouissement temporaire de câbles électriques sur le terrain communal situé en Chambarin - parcelle ZD 087 pour la période durant laquelle le festival se tiendra sur la commune. Un plan de géolocalisation des infrastructures sera remis à la Commune

PRECISE que l'ensemble des travaux, frais et remise en état du terrain sera pris en charge par l'organisateur du festival, sous contrôle de la collectivité pour garantir le respect des normes de sécurité et la protection du domaine public

DEMANDE que l'organisateur s'engage à respecter toutes les règles de sécurité électrique et de chantier, ainsi qu'à fournir les assurances et autorisations nécessaires

INDIQUE qu'une convention sera établie

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

Au titre des débats :

S. Schemann demande qu'il faut s'assurer qu'il n'y a pas de risques concernant ces câbles électriques. Le Maire répond que ceux-ci ne seront alimentés que lors du festival. Hors festival il n'y aura pas de courant.

C Bonnassies demande que, bien que les travaux soient réalisés par le festival, le terrain puisse être utilisé pour d'autres manifestations

✓ Délibération n° 2025-173

OBJET : LOCATION DE TERRAINS COMMUNAUX – PERNA Pascal

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 2024/136 du 24/09/2024 autorisant la location du terrain communal située à sur la parcelle ZD37 (en parti) pour un montant de 15 €

VU la convention de location arrivée à échéance le 16 novembre 2025

VU la demande de renouvellement déposée par M. PERNA Pascal en date du 13/10/2025

CONSIDERANT que la location du terrain communal situé sur la parcelle ZD37 (500 m²) a donné satisfaction au cours de la précédente période

CONSIDERANT que le locataire souhaite poursuivre l'occupation du terrain dans les mêmes conditions

CONSIDERANT qu'il convient de renouveler la location et de fixer les conditions applicables pour la nouvelle période

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

RENOUVELLE la location du terrain communal situé à ZC37 (500 m²) au profit de M. PERNA Pascal pour une durée d'un an à compter du 16 novembre 2025

PRECISE que la location est consentie dans les mêmes conditions que celles édictées précédemment pour un montant de 15 €

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-174

OBJET : LOCATION DE TERRAINS COMMUNAUX – DELEAZ Sandra

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 2024/137 du 24/09/2024 autorisant la location des terrains communaux situés sur les parcelles C 4396-4396-4399-4683

VU la convention de location arrivée à échéance le 15 novembre 2025

VU la demande de renouvellement déposée par M. DELEAZ Sandra en date du 08/10/2025

CONSIDERANT que la location des terrains communaux situés sur les parcelles C 4396-4396-4399-4683 a donné satisfaction au cours de la précédente période

CONSIDERANT que le locataire souhaite poursuivre l'occupation des terrains dans les mêmes conditions

CONSIDERANT qu'il convient de renouveler la location et de fixer les conditions applicables pour la nouvelle période

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

RENOUVELLE la location des terrains communaux situés à C 4396-4396-4399-4683 au profit de Mme **DELEAZ Sandra** pour une durée d'un an à compter du 15 novembre 2025

PRECISE que la location est consentie dans les mêmes conditions que celles édictées précédemment pour un montant de 50 €

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-175

OBJET : LOCATION DE TERRAINS COMMUNAUX – MOUNIER Kassandra

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 2024/169 du 09/12/2024 autorisant la location des terrains communaux ZC 168p-169p-170p-171p-172p

VU la convention de location arrivée à échéance le 29/06/2024

VU la demande de renouvellement déposée par M. MOUNIER Kassandra en date du 07/10/2025

CONSIDERANT que la location des terrains communaux référencés ZC 168p-169p-170p-171p-172p a donné satisfaction au cours de la précédente période

CONSIDERANT que le locataire souhaite poursuivre l'occupation du terrain dans les mêmes conditions

CONSIDERANT qu'il convient de renouveler la location et de fixer les conditions applicables pour la nouvelle période

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

RENOUVELLE la location du terrain communal référencés ZC 168p-169p-170p-171p-172p au profit de Mme **MOUNIER Kassandra** pour une durée d'un an à compter du 29/06/2025

PRECISE que la location est consentie dans les mêmes conditions que celles édictées précédemment pour un montant de 50 €

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-176

OBJET : SALLE POLYVALENTE – REVISION DU PRIX DE LOCATION SUITE A UN INCIDENT

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le règlement d'utilisation et de location de la salle polyvalente

VU la délibération du 14/11/2022 n° 2022/126 fixant les tarifs de location de la salle polyvalente

VU le contrat de location de la salle polyvalente conclu avec M./Mme **PROFIZI Cyril** pour l'événement du 25 et 26 octobre 2025

VU le rapport du service technique constatant un incident survenu sur le système de chauffage pendant l'occupation des lieux

CONSIDERANT que lors de l'utilisation de la salle polyvalente par M./Mme **PROFIZI Cyril** le 25 et 26 octobre 2025 un incident de chauffage a été constaté, entraînant la défaillance du système de chauffage

CONSIDERANT que ce problème de chauffage a créé un inconfort aux locataires

CONSIDERANT qu'il convient, en raison du préjudice, de revoir le prix de la location fixé à M./Mme **PROFIZI Cyril**. Le montant de location était fixé à 250 €

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré
À l'unanimité,

DECIDE de revoir le prix de la location de la salle polyvalente fixé à M./Mme PROFIZI Cyril
INDIQUE que le prix demandé sera de 125 €
AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-177

OBJET : FORET COMMUNE – PROGRAMME DE COUPES 2026

VU la lettre de M. AUFFREY, Directeur de l'Office National des Forêts, concernant les coupes à asseoir en 2025 en forêt communale relevant du Régime Forestier.

Le Conseil Municipal
À l'unanimité,

APPROUVE l'Etat d'Assiette des coupes de l'année 2026 présenté ci-après

PRECISE pour les coupes inscrites la destination des coupes de bois réglées et non réglées et leur mode de commercialisation

INFORME le Préfet de Région des motifs de report ou suppression des coupes proposées par l'ONF conformément à l'exposé ci-après

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

ETAT D'ASSIETTE :

Parcelle	Type de coupe I	Volume présumé réalisable (m ³)	Surface à parcourir (ha)	Année prévue aménagement	Année proposée par l'ONF ²	Année décidée par le propriétaire ³	Proposition de mode de commercialisation par l'ONF					Justifications	
							Vente avec mise en concurrence			Vente de gré à gré négociée			Déli- vrance
							Bloc sur pied	Bloc façonné	UP	Contrat d'appro	Autre gré à gré		
35a	IRR	20	0.9	2022	Supp.							Projet de piste à faire aboutir	
13a	IRR	231	11.6	2026	2026		X						
13b	IRR	21	1.1	2026	2026		X						
32a	AS	18	1.6		2026							Exploitation EPC Contrat bois façonné	

Mode de commercialisation en contrat de bois façonnés à la mesure

Pour les coupes inscrites et commercialisées de gré à gré dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement, en bois façonné et à la mesure, l'ONF pourra procéder à leur mise en vente dans le cadre du dispositif de vente en lots groupés (dites « ventes groupées ») conformément aux articles L 214-7, L 214-8, D 214-22 et D 214-23 du Code Forestier.

Dans ces cas, le propriétaire mettra ses bois à disposition de l'ONF sur pied ou façonnés. Si ces bois sont mis à disposition de l'ONF sur pied, l'ONF est maître d'ouvrage des travaux nécessaires à leur

exploitation. Dans ce cas, une convention de mise à disposition spécifique dite de « Vente et exploitation groupée » sera rédigée.

Mode de délivrance des bois d'affouage

- Délivrance des bois sur pied

Pour la délivrance de bois sur pied des bois d'affouage, le Conseil municipal désigne comme bénéficiaires solvables de la bonne exploitation des bois, conformément aux règles applicables en la matière aux bois vendus en bloc et sur pied :

- M. DELEAZ Guy
- M. LEPINGLE Bernard
- M. TARDY Jean-Claude

Vente de bois aux particuliers

Le Conseil municipal autorise l'ONF à réaliser les contrats de vente aux particuliers pour l'année 2025 dans le respect des clauses générales de ventes de bois aux particuliers de l'ONF. Ce mode de vente restera minoritaire et concernera des produits accessoires à l'usage exclusif des cessionnaires et sans possibilité de revente.

- ✓ Délibération n° 2025-178

OBJET : AMENAGEMENT DU CARREFOUR DU CHEMIN DE LA COMBE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 2024/086 du 28/05/2024 approuvant, afin de sécuriser le secteur, l'aménagement du carrefour entre le Chemin de la Combe et la Route Départementale n° 992

VU les devis du Cabinet GSM pour la création d'une surlargeur de voirie, afin que deux véhicules puissent se croiser, dans la parcelle cadastrée section A n° 1022 pour un montant de 3 284,40 € TTC

VU la séance du Conseil municipal du 23/09/2025 au cours de laquelle la question avait été ajournée afin de pouvoir rencontrer les propriétaires de la parcelle pour savoir s'ils étaient vendeurs

VU qu'après consultation des propriétaires ces derniers ne sont pas vendeurs de la totalité de la parcelle mais seraient d'accord de vendre une partie de terrain en bordure de la route départementale

CONSIDERANT que l'acquisition des emprises situées Chemin de la Combe est nécessaire pour assurer les besoins de croisement des véhicules

CONSIDERANT que le plan topographique permettra de définir avec précision les limites foncières, surfaces et aménagements nécessaires

CONSIDERANT que la société GSM a présenté les devis conformes aux besoins de la collectivité pour un montant de 3 284,40 € TTC

CONSIDERANT que les éléments complémentaires demandés lors de la précédente séance ont été fournis et permettent désormais au Conseil de statuer en toute connaissance

CONSIDERANT qu'il convient donc d'accepter le devis correspondant afin de poursuivre la procédure

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

ACCEPTE le devis de la société GSM d'un montant de 3 284,40 € TTC

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

- ✓ Délibération n° 2025-179

OBJET : CANTINE DE France – MISE EN CONFORMITE AVEC LE RGPD

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le contrat en vigueur relatif au logiciel de gestion de la cantine scolaire conclu avec la société Cantine de France

VU le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (RGPD)

VU la nécessité d'adapter le contrat aux obligations légales en matière de protection des données

CONSIDERANT que le logiciel de gestion de la cantine implique le traitement de données personnelles des familles et des élèves

CONSIDERANT que la société Cantine de France a proposé un avenant au contrat afin de mettre à jour les clauses relatives à la protection des données et assurer leur pleine conformité avec le RGPD

CONSIDERANT que cette mise en conformité vise exclusivement à renforcer la sécurité et la protection des données personnelles traitées par le logiciel

CONSIDERANT qu'aucune modification n'est apportée aux fonctionnalités du logiciel ni aux services fournis dans le cadre du contrat actuel

CONSIDERANT qu'il appartient à la collectivité de garantir que les traitements de données effectués dans le cadre de ses missions respectent les dispositions légales en vigueur

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE l'avenant au contrat conclu avec la société Cantine de France, ayant pour objet la mise en conformité des clauses contractuelles avec le RGPD afin de renforcer la protection des données personnelles traitées via le logiciel de gestion de la cantine

PRECISE que cet avenant n'entraîne aucune modification des services fournis ni des conditions financières initialement prévues

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-180

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE ENEDIS – RUE DE RIGOLLET

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la propriété des personnes publiques

VU la demande formulée par ENEDIS, le 27 octobre 2025, dans le cadre du dossier de permis de construire n° 00101024C0009 délivré à SCI EA PATRIMOINE le 1^{er} avril 2025,

VU la convention de servitude proposée par ENEDIS relative à l'implantation de canalisations électriques souterraines sur une propriété communale (ZC 172)

CONSIDERANT qu'ENEDIS doit procéder au renforcement du réseau électrique dans le cadre du projet autorisé par le permis susvisé

CONSIDERANT que pour permettre ces travaux, ENEDIS sollicite la constitution d'une servitude de passage et d'implantation sur la parcelle communale cadastrée ZC 172

CONSIDERANT que la servitude porte sur l'implantation de deux canalisations souterraines et de leurs accessoires, dans une bande de terrain d'une largeur d'environ 2 mètres et d'une longueur totale d'environ 100 mètres

CONSIDERANT que la servitude comprend également la possibilité pour ENEDIS de poser des **bornes de repérage**, si cela s'avère nécessaire

CONSIDERANT que la servitude permettra à ENEDIS d'assurer l'implantation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, le renouvellement de ses ouvrages

CONSIDERANT que cette implantation ne remet pas en cause l'affectation du terrain communal et n'est pas de nature à gêner son utilisation normale

CONSIDERANT qu'il importe, dans l'intérêt du service public d'électricité et des usagers, de permettre la réalisation de ces ouvrages

CONSIDERANT qu'au regard des droits reconnus par le propriétaire à ENEDIS en application de cette convention, ENEDIS s'engage à lui verser une indemnité forfaitaire de 200 €

CONSIDERANT qu'il appartient au conseil municipal de se prononcer sur l'institution de cette servitude et d'autoriser la signature de la convention correspondante

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE la convention de servitude à consentir au profit d'ENEDIS sur la parcelle communale cadastrée ZC 172 portant sur l'implantation de deux canalisations souterraines et de leurs accessoires, dans une bande de 2 mètres de largeur sur environ 100 mètres de longueur, ainsi que l'implantation éventuelle de bornes de repérage

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-181

OBJET : AUBERGE COMMUNALE – TRAVAUX ELECTRIQUES

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU les obligations de la commune en matière de sécurité des bâtiments communaux

VU le changement récent des gérants de l'établissement concerné et la nécessité d'assurer la continuité d'exploitation

VU l'intervention en urgence de l'entreprise ATME Deschamps afin de rétablir la sécurité électrique des installations

VU les factures présentées par l'entreprise, d'un montant de 2 913.85 € et 1 264.08 € TTC (reprise alimentations – remise en état des appareillages..)

CONSIDERANT qu'à la suite du changement des gérants de l'Auberge Communale des dysfonctionnements électriques ont été constatés, susceptibles de compromettre la sécurité des usagers et du personnel

CONSIDERANT que l'urgence de la situation nécessitait une intervention immédiate, notamment pour éviter un risque d'incident électrique ou une interruption d'activité

CONSIDERANT que cette mise en conformité vise exclusivement à renforcer la sécurité et la protection des données personnelles traitées par le logiciel

CONSIDERANT que l'entreprise ATME Deschamps, disponible immédiatement, a effectué les opérations indispensables de diagnostic, de remise en sécurité et de rétablissement de l'alimentation électrique

CONSIDERANT que ces travaux, bien qu'ordonnés dans l'urgence, sont indispensables pour assurer la conformité et la sécurité des installations communales

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal d'autoriser la prise en charge financière de cette intervention par la commune

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE les travaux électriques réalisés en urgence par l'entreprise ATME Deschamps dans les locaux de l'Auberge Communale, pour un montant de 2 913.85 € TTC et 1 264.08 € TTC

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-182

OBJET : AUBERGE COMMUNALE – TEST DE FUMEE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU les obligations de la commune en matière des bâtiments communaux

VU les problèmes d'odeurs incommodantes et nauséabondes survenant dans le bâtiment

VU l'intervention en urgence de l'entreprise SCAVI afin de déterminer la source de ces mauvaises odeurs

VU la facture présentée par l'entreprise, d'un montant de 1 150.98 € TTC

CONSIDERANT qu'en raison des problèmes d'odeurs constatés, incommodants les gérants et les clients

CONSIDERANT que l'urgence de la situation nécessitait une intervention immédiate

CONSIDERANT que l'entreprise SCAVI, disponible immédiatement, a effectué les opérations indispensables de diagnostic

CONSIDERANT que ces travaux, bien qu'ordonnés dans l'urgence, sont indispensables pour assurer le confort des clients

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal d'autoriser la prise en charge financière de cette intervention par la commune

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré
À l'unanimité,**

**APPROUVE les travaux de test de fumées réalisés en urgence par l'entreprise SCAVI dans les locaux de l'Auberge Communale, pour un montant de 1 150.98 TTC
AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.**

Au titre des débats :

Le Maire indique s'être rendu à l'Auberge avec le Maître d'œuvre ayant supervisé les travaux du 2^{ème} étage et l'entreprise De Massari ayant traité le lot plomberie lors de ces travaux. Concernant le problème d'odeurs :

- Chambres du 2^{ème} étage : le problème vient d'une mauvaise utilisation des syphons. Les gérants de l'auberge ont été informés*
- Chambres du 1^{er} étage : le problème sera résolu par le changement des joins défectueux*
- Chambre PMR : quand il y a peu d'eau dans les syphons l'eau s'évapore*
- Bar et Cuisine : modification des tuyaux*
- Bac à graisse : il a été constaté que les eaux usées passent par le bac à graisse d'où les odeurs. La meilleure solution serait de délaissier le bac à graisse actuel et d'en installer un nouveau dans le sous-sol.*

L'entreprise De Massari nous fournira un devis pour la réalisation de ces travaux

Le Maire indique que la CCUR nous a indiqué qu'il était nécessaire de mettre en place un bac à graisse à la salle polyvalente. Il a également été informé d'odeurs à l'école et à la salle Mondon. M. Perna d'Alpes Projects étant sur place a fait le tour des sites. Il a été demandé à M. Perna d'étudier ce dossier et de nous fournir une proposition de prix.

✓ Délibération n° 2025-183

OBJET : RETROCESSION A LA COMMUNE D'UNE PORTION DE LA VOIE DU VERGER

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la propriété des personnes publiques

VU l'opération d'aménagement réalisée par la SCCV Le Clos du Verger – permis référencé 00101020C0008

VU les travaux effectués dans le cadre du lotissement par l'entreprise Muttoni

VU les pièces justificatives transmises par la SCCV Le Clos du Verger relatives aux dépenses avancées

VU le montant des travaux à refacturer, soit 40 000 € HT

CONSIDERANT que la SCCV Le Clos du Verger a réalisé une opération de lotissement située sur les parcelles cadastrées – AH 587 pour une superficie de 4 264 m²

CONSIDERANT que pour faciliter la réalisation des travaux le promoteur a réalisé l'ensemble des travaux dans le cadre de cette opération

CONSIDERANT que la SCCV Le Clos du Verger a avancé les frais relatifs à ces travaux, pour un montant de 40 000 € HT, afin de ne pas retarder la poursuite et l'achèvement du chantier

CONSIDERANT que cette portion de voie fait partie de la future voie publique qui reliera la Rue des Ecoles et la Rue de la Bonnette

CONSIDERANT qu'il convient que la Commune rembourse le promoteur des frais avancés et qu'une rétrocession des terrains soit réalisée pour que la Commune puisse intégrer cette portion de voie dans la voirie publique

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal d'autoriser la prise en charge financière de cette intervention par la commune

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré
À l'unanimité,**

APPROUVE la prise en compte des travaux réalisés dans le cadre du lotissement pour un montant de 40 000 € HT, avancé par la SCCV Le Clos du Verger

DECIDE d'inscrire cette dépense sur le budget communal 2026

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-184

OBJET : EPF – RETROCESSION A LA COMMUNE DES TERRAINS DU BOURG

Monsieur le Maire,

RAPPELLE à l'assemblée l'acquisition réalisée par l'EPF de l'Ain, à la demande de la Commune, du tènement cadastré AH n° 138 et 139 d'une superficie totale de 1 155 m², par acte authentique en date du 27 septembre 2016

DIT qu'en vertu de la convention de portage signée entre la Commune et l'EPF de l'Ain, la commune d'Anglefort s'est engagée à racheter ce bien au terme de 10 années de portage, suivant la signature de l'acte. PRECISE que le montant de la revente s'élève à 71 733.67 € HT, comprenant un prix d'acquisition d'un montant de 70 000 € HT et des frais d'acquisition supportés par l'EPF lors de l'acquisition d'un montant de 1 733.67 € HT, frais d'acte notarié en sus.

SOULIGNE qu'en application des modalités de portage, la Commune a d'ores et déjà réglé les 9 premières annuités soit un montant de 64 560.33 € HT.

DIT qu'il restera à charge de la Commune le paiement de la dernière annuité restante soit un montant de 7 173.34 € HT.

INDIQUE que la Commune devra également s'acquitter des frais de portage arrêtés précisément au jour de la rétrocession et du prorata de taxe foncière calculé en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de l'année. Ces frais de portage s'entendent hors taxe, avec un taux de TVA applicable de 20%.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE la rétrocession, par l'EPF de l'Ain, à la commune de Anglefort, du tènement cadastré AH n° 138 et 139 d'une superficie totale de 1 155 m², au prix de 71 733.67 € HT € HT selon les modalités exposées ci-dessus.

DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents et tous actes à intervenir en vue de la bonne réalisation de ce dossier.

✓ Délibération n° 2025-185

OBJET : ILLUMINATIONS DE FIN D'ANNEE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la proposition commerciale transmise par la société CITEOS, relative à l'installation des illuminations de fin d'année

VU les devis établi par CITEOS :

- fourniture, pose et dépose illuminations – achat unique : d'un montant de 23 565.30 € TTC
- forfait de location des illuminations : location sur 3 années : 25 484.40 € TTC

CONSIDERANT que la commune souhaite mettre en place les illuminations pour 3 années
CONSIDERANT que la société CITEOS a présenté une offre conforme aux besoins de la commune et techniquement adaptée

CONSIDERANT que les devis proposés, d'un montant de 23 565.30 € TTC et 25 484.40 € TTC répondent aux exigences de qualité, de sécurité et de performance énergétique

CONSIDERANT que ces travaux, bien qu'ordonnés dans l'urgence, étaient indispensables pour pouvoir être dans les temps

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal de se prononcer sur l'acceptation de ces devis et d'autoriser la signature des pièces afférentes

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE les devis proposés, d'un montant de 23 565.30 € TTC et 25 484.40 € TTC

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-186

OBJET : DEVIS – SODEVAL - TRAVAUX DE SECURISATION DU CAPTAGE DU GROS MOLLARD

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la proposition commerciale transmise par la société SODEVAL, relative à la sécurisation du captage du Gros Mollard

VU le devis établi par SODEVAL pour un montant de 4 068.00 € TTC

CONSIDERANT que la commune doit assurer la sécurisation du captage du Gros Mollard **CONSIDERANT** que la société SODEVAL a présenté une offre conforme aux besoins de la commune et techniquement adaptée **CONSIDERANT** que le devis proposé, d'un montant de 4 068 € TTC répond aux exigences de qualité et de sécurité

CONSIDERANT que ces travaux, bien qu'ordonnés dans l'urgence, sont indispensables pour assurer la sécurité des ouvrages

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal de se prononcer sur l'acceptation de ces devis et d'autoriser la signature des pièces afférentes

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE le devis proposé, d'un montant de 4 068 € TTC

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-187

OBJET : DEVIS – EIRL DYLAN DEBROUSSAILLAGE - TRAVAUX D'ELAGAGE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la proposition commerciale transmise par la société EIRL Dylan Débroussaillage, relative à l'élague des chemins communaux (Mieugy, Vigny, Rhémoz, Chmaprion, Boursin)

VU le devis établi par EIRL Dylan Débroussaillage pour un montant de 4 848.00 € TTC

CONSIDERANT que la commune doit assurer la sécurisation et la visibilité des chemins communaux

CONSIDERANT que la société EIRL Dylan Débroussaillage a présenté une offre conforme aux besoins de la commune et techniquement adaptée

CONSIDERANT que le devis proposé, d'un montant de 4 848 € TTC répond aux exigences de qualité et de sécurité

CONSIDERANT que ces travaux, bien qu'ordonnés dans l'urgence, sont indispensables pour assurer la sécurité des usagers

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal de se prononcer sur l'acceptation de ces devis et d'autoriser la signature des pièces afférentes

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE le devis proposé, d'un montant de 4 848 € TTC

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-188

OBJET : DEVIS – FONTAINE TP - CLOTURE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la proposition commerciale transmise par la société Fontaine TP, relative au remplacement de la clôture enlevée sur la parcelle ZD 146 en raison des travaux d'aménagement et de sécurisation routiers de l'entrée sud du Bourg

VU le devis établi par Fontaine TP pour un montant de 1 932 € TTC

CONSIDERANT que la commune doit assurer la remise en état après les travaux d'aménagement de l'entrée sud du bourg

CONSIDERANT que la société Fontaine TP a présenté une offre conforme aux besoins de la commune et techniquement adaptée

CONSIDERANT que le devis proposé, d'un montant de 1 932 € TTC répond aux exigences de qualité et de sécurité

CONSIDERANT que ces travaux, bien qu'ordonnés dans l'urgence, sont indispensables pour remettre en l'état la propriété impactée par les travaux d'aménagement du Bourg

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal de se prononcer sur l'acceptation de ces devis et d'autoriser la signature des pièces afférentes

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE le devis proposé, d'un montant de 1 932 € TTC

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-189

OBJET : DEVIS – SIGMA - MARQUAGE AU SOL

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la proposition commerciale transmise par la société Sigma, concernant le marquage au sol et notamment la reprise des passages piétons vers l'école et la mairie

VU le devis établi par Sigma pour un montant de 1 392 € TTC

CONSIDERANT que la commune doit assurer la sécurisation des usagers

CONSIDERANT que la société Sigma a présenté une offre conforme aux besoins de la commune et techniquement adaptée

CONSIDERANT que le devis proposé, d'un montant de 1 392 € TTC répond aux exigences de qualité et de sécurité

CONSIDERANT que ces travaux, bien qu'ordonnés dans l'urgence, sont indispensables pour permettre la sécurisation des usagers

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal de se prononcer sur l'acceptation de ce devis et d'autoriser la signature des pièces afférentes

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

APPROUVE le devis proposé, d'un montant de 1 392 € TTC

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-190

OBJET : EAU POTABLE – RAPPORT DE L'EAU 2024

Le maire ouvre la séance et rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le conseil municipal :

ADOPTE le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable

DECIDE de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération

DECIDE de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr

DECIDE de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

✓ Délibération n° 2025-191

OBJET : EAU POTABLE – REDEVANCES

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-4 et -5, et articles D213-48-12-1, D213-48-12-2 à -7, et D213-48-35-1, dans leurs versions applicables à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

VU l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;

VU l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié dans sa version applicable au 1^{er} janvier 2025 ;

VU la délibération n°2024-25 du 04/10/2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse portant fixation des tarifs de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5

CONSIDERANT que la redevance « pour prélèvement sur la ressource en eau » est maintenue, mais que les redevances « pour pollution de l'eau d'origine domestique » - « modernisation des réseaux de collecte » et « redevance eau potable et solidarité rurale » ont été remplacées, par la redevance « sur la consommation d'eau potable » et par deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part, et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part. La Commune n'ayant pas la compétence assainissement la performance des systèmes d'assainissement collectif ne sera pas facturée par la Commune

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou à leurs établissements publics compétents pour la distribution publique de l'eau qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'Agence de l'eau à 0.06 €/m³ ;
- Le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau ;
il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ;
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile ;
- L'agence de l'eau facture cette redevance à la commune ou à l'établissement public compétent au cours de l'année civile qui suit ;

- La contrevaletur de la redevance est répercutée par anticipation sur chaque abonné du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un « *supplément au prix du mètre cube d'eau vendu* » et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau.

CONSIDERANT que l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse a fixé le tarif de la redevance pour performance des réseaux d'eau potable à 0,06 €/HT/m³ pour l'année 2026.

CONSIDERANT que pour l'année 2026, le coefficient global de modulation de la redevance pour performance des réseaux d'eau potable est estimé à 0,84

Considérant que pour l'année 2026, le tarif pour la performance des réseaux d'eau potable est fixé à 0.05 €/m³

CONSIDERANT qu'il convient de fixer le tarif du « *supplément au prix du m³ d'eau vendu* » précité.

CONCERNANT le prélèvement sur la ressource en eau le calcul s'effectue comme indiqué par l'Agence de l'eau : montant de la redevance du prélèvement/ volume facturé aux abonnés, soit pour l'année 2026 : 0.08 €/m³

RAPPELLE que c'est l'année de facturation qui détermine le taux de redevance et les contrevaleturs à appliquer et non la période de consommation. Les factures d'eau émises à compter du 1^{er} janvier 2026 devront donc comporter les tarifs des nouvelles redevances et contrevaleturs même si elles concernent la consommation de 2025

INFORME les élus que la redevance sur la consommation d'eau potable fixée par l'Agence de l'Eau a été fixée à 0.39 €/m³

RAPPELLE que le prix de l'eau a été fixé, par délibération du 17/12/2024 à 1.30 €/m³

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

FIXE à 0,05 € HT/m³ le supplément au prix du m³ d'eau vendu correspondant à la contre-valeur de la « *redevance pour performance des réseaux d'eau potable* » devant être répercutée sur chaque abonné du service public d'eau potable, applicable à compter du 1^{er} janvier 2026

FIXE à 0,08 € HT/m³ la redevance du prélèvement sur la ressource en eau à compter du 1^{er} janvier 2026

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

✓ Délibération n° 2025-192

OBJET : COUPE DE BOIS - BOIS DE CHAUFFAGE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code Forestier, notamment les dispositions relatives à l'exploitation et à la vente de produits forestiers issus des forêts communales

VU le cahier des charges pour la vente de lots de bois de chauffage non soumis au régime forestier présenté aux élus et annexé au présent procès-verbal

CONSIDERANT qu'il convient de procéder à la vente de ce bois afin de valoriser les ressources forestières communales

CONSIDERANT que la commune peut vendre ce bois aux particuliers

CONSIDERANT que l'année dernière la mise à prix de chaque lot était de 60 euros TTC. Les surenchères ne pouvaient être inférieures à 5 euros TTC

CONSIDERANT qu'il conviendra de fixer la date de la vente

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal de se prononcer sur l'acceptation du cahier des charges

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

Par 8 voix pour (B Thiboud, F Aurelle, N Beltrame, C Bonnassies, G Mister, JF Thierry, G Déléaz, Y Gandelin) et 1 abstention : S Schemann

APPROUVE la vente du bois de chauffage telle que présentée dans le cahier des charges joint en annexe du procès-verbal

FIXE le prix de vente de chaque lot à 60 € TTC. Les surenchères ne pourront être inférieures à 5 € TTC

La date de vente est fixée au samedi 13 décembre 2025 à 10 heures

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

Au titre des débats :

S. Schemann dit qu'il faut faire attention aux dates des coupes pour ne pas qu'il y ait d'impact écologique

✓ Délibération n° 2025-193

OBJET : CABINET MEDICAL – DEMANDE DE MISE A DISPOSITION

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la demande formulée par Mme REDOULÉS Margaux, psychomotricienne diplômée d'État visant à bénéficier de la mise à disposition d'un cabinet médical communal à compter du mois de février 2026 ;

CONSIDERANT la volonté de la commune de favoriser l'accès aux soins, de renforcer l'offre paramédicale locale et de soutenir les professionnels de santé sur le territoire

CONSIDERANT que le local situé 30 Impasse de la Fontaine est compatible avec l'exercice de la psychomotricité

CONSIDERANT que le dernier loyer payé du précédent locataire était de 321.84 € TTC toutes charges comprises

CONSIDERANT qu'il convient de formaliser les conditions d'occupation au moyen d'un bail

CONSIDERANT que la Commune aide les professionnels qui s'installent dans ses locaux

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal de se prononcer sur l'acceptation de cette location

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

ACCORDE à Mme REDOULÉS Margaux, psychomotricienne, la mise à disposition du local communal situé 30 Impasse de la Fontaine, composé d'un cabinet médical avec coin lavabo, une salle d'attente et une toilette (commun entre les deux cabinets médicaux), pour l'exercice de son activité professionnelle à compter du mois de février 2026.

FIXE le montant de la location à 321.84 € TTC toutes charges comprises (eau, électricité, chauffage)

DIT que les trois premiers mois de loyer ne seront pas facturés

DIT que le bail sera établi par Maître RENOUX Karine, Notaire à Belley, aux frais du locataire

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

3*/ QUESTIONS DIVERSES

✓ Délibération n° 2025-194

OBJET : PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT – ADJOINTE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'invitation de la Députée Mme Olga Giverney pour une rencontre, le 26 novembre 2025 à Bercy, avec le Ministre de l'Economie concernant le devenir de l'entreprise Ferroglobe

CONSIDERANT la volonté de la commune de favoriser l'emploi sur son territoire

CONSIDERANT que la Commune, les élus et la population soutiennent l'usine Ferroglobe à maintenir son activité sur la commune

CONSIDERANT qu'il convient de permettre à Mme AURELLE Frédérique, 1^{ère} adjointe, de se rendre à cette invitation

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

À l'unanimité,

ACCEPTE de prendre en charge tous les frais liés à ce voyage pour Mme AURELLE Frédérique

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision

✓ Délibération n° 2025-195

OBJET : APPAREIL ACOUSTIQUE – DETECTEUR DE FUTES

VU le Code général des collectivités territoriales

VU l'achat à la société VonRollHydro en 2018 d'un appareil acoustique pour rechercher les fuites, pour un montant de 16 764 €

CONSIDERANT qu'il est constaté que bien que le matériel n'ait été utilisé que très peu de fois, ce dernier, ne fonctionne plus

CONSIDERANT qu'au vu du coût de cet investissement il conviendrait de s'assurer que ce matériel soit vraiment hors d'usage

CONSIDERANT que la Commune pourrait utiliser ce matériel lors de la recherche de fuite au lieu de soumettre ces travaux à l'entreprise SODEVAL

CONSIDERANT qu'il revient au conseil municipal de se prononcer sur l'acceptation de demander un diagnostic à l'entreprise pour savoir si le matériel est vraiment hors d'usage ou s'il est possible de le réparer

**Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré**

À l'unanimité,

ACCEPTE de demander à l'entreprise VonRollHydro d'établir un diagnostic de notre matériel

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette décision.

- Le Maire indique que M. Sermet Dominique souhaite vendre ses terrains situés Ilage devant l'Eglise sur les parcelles référencées ZD 219-56-57-58-59 pour une superficie de 2 ha 24 a 75 ca

Le Maire indique que la proposition sera à étudier

- Guy Déléaz :

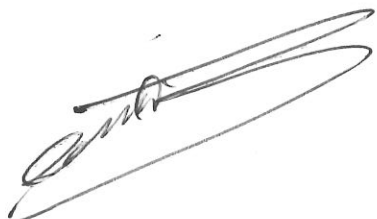
- o Remerciements aux habitants de la Commune pour le nettoyage des renvois d'eau sur le Chemin de Moiret
- o Nids à Frelons à Mieugy : à faire retirer

4*/ INFORMATIONS DIVERSES

- A compter du 01/01/2026 l'organisme de médecine du travail nous informe qu'en raison de la pénurie de médecin il ne prendra plus en charge les collectivités. Après consultation du CDG01 : aucune adhésion supplémentaire n'est autorisée. La commune n'aura donc plus de service de médecine de travail à compter du 01/01/2026. La commune recherche une solution
- Modification antenne située – Le Chenellaz : le dossier a été déposé sur le site internet de la commune et l'affichage a été réalisé le 05/11/2025. Le dossier est disponible en Mairie
- Compte-rendu du conseil d'école du 04/11/2025 : 114 élèves pour cette année. L'année prochaine prévision à 115 élèves. Normalement pas de fermeture de classe programmée
- Compensation financière genevoise 2025 : 177 834.30 €
- Remerciements de Mme Nugues pour la délivrance du bon d'achat
- Courrier de Mme Truche de Serrières-en-Chautagne : courrier concernant les nuisances sonores liées au Festival de Reggae
- Association 225Events : cette association souhaite organiser une montée sèche par la Route, depuis Culoz jusqu'au sommet du Colombier. Le Maire indique avoir eu cette association au téléphone et avoir indiqué que la Commune ne s'engagerait pas financièrement
- Répartition de la taxe additionnelle : montant allouée à la commune : 47 847 €
- Distribution des colis de Noël aux personnes de plus de 70 ans : 19 décembre ou 20 décembre 2025
- Revue : CNAS, Pass Nordique, Intermarché – bons cadeaux, Mission locale Plaine de l'Ain, Maires de France, CAUE, Sauvons nos rivières, Revue 74, Revue Région, Protection des animaux

Séance levée à 22 h 00

Le Maire,
B. THIBOUD



La Secrétaire,
F AURELLE

